



Cinq domaines clés pour mobiliser le potentiel des services de conseil rural



Il y a un intérêt renouvelé pour le rôle important que jouent les services de conseil rural (vulgarisation) dans le processus de développement rural. La présente note est un résumé du document «Mobilisation du potentiel de vulgarisation rural et agricole» préparé à l'occasion de la Consultation mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD) qui s'est tenu en mars 2010* à Montpellier. Les services de conseil rural sont indispensables pour mettre les demandes des petits exploitants au cœur du développement, assurer la sécurité alimentaire et faire face aux risques et aux incertitudes. La note se concentre sur cinq possibilités de mobiliser le potentiel des services de conseil rural.

**Note de
synthèse #1
du GFRAS
Modifié 2016**

Les cinq domaines pour mobiliser le potentiel des services de conseil rural sont les suivants

- (1) se concentrer sur les approches les mieux adaptées,
- (2) adopter le pluralisme,
- (3) augmenter la responsabilité vis à vis des clients ruraux,
- (4) développer les ressources humaines et
- (5) assurer la durabilité

Les services de conseil rural connus également sous le nom de vulgarisation, regroupent toutes les diverses activités qui concourent à fournir les informations et les services nécessaires et réclamés par les agriculteurs et les autres acteurs des zones rurales pour les aider à développer leurs propres compétences et pratiques techniques, organisationnelles et de gestion en vue d'améliorer leurs moyens d'existence et leur bien-être.

1. Les approches les mieux adaptées des services de conseil rural

Un grand nombre d'acteurs du développement rural reconnaissent de plus en plus que les services de conseil rural (SCR) constituent un moyen indispensable de s'assurer que la recherche, le développement des organisations paysannes, l'amélioration des intrants et autres éléments d'appui au développement rural répondent vraiment aux besoins et aux demandes des agriculteurs et autres acteurs des zones rurales.

Alors que les décideurs politiques et le planificateurs/planificatrices recherchent

de plus en plus des approches «miracles» qui peuvent facilement être mises en œuvre et généralisées, il n'existe pas d'approche unique pour définir et

mettre en œuvre des programmes ou modèles de SCR. Les programmes élaborés doivent tenir compte de la diversité des zones rurales où la gestion, les niveaux de compétence, les systèmes agricoles et un grand nombre d'autres facteurs diffèrent. Ces variables doivent être prises en compte lors de la conception des politiques, des approches, des programmes et des institutions. Plus important encore, il faut se souvenir des leçons des échecs antérieurs visant à introduire des modèles rigides et reconnaître que les approches adaptatives sont plus appropriées. Les changements rapides et imprévisibles des marchés et des conditions climatiques et les différents impacts de ces changements sur divers groupes cibles signifient que les

SCR ne sauraient fournir des conseils génériques.

Certains acteurs des SCR ont par conséquent fait la promotion du concept des approches les «mieux adaptées». Ces approches adoptent le pluralisme des approches et des prestataires plutôt qu'une approche unique ou une approche mise en œuvre par un seul prestataire. Les solutions les mieux adaptées sont basées sur les conditions locales intégrant les structures de gouvernance, la compétence, l'organisation et la gestion et les différentes méthodes utilisées pour fournir les SCR. De telles approches doivent s'intégrer dans le système d'innovation agricole global.

L'intérêt particulier accordé aux approches les mieux adaptées est une occasion de développer des services qui sont pertinents et axés sur la demande. C'est également l'occasion de rendre les



SCR assez flexibles pour faire face aux questions et crises actuelles et futures du développement rural. Les décideurs et les planificateurs de programme doivent être prêts à investir du temps et du travail pour élaborer des approches capables de s'adapter à des situations particulières.

2. Pluralisme dans la prestation de services de conseil

Il y a différents types de prestataires et d'approches en matière de services de conseil rural. Cela est approprié compte tenu de la diversité rurale. A la diversité des besoins dans les zones rurales va correspondre une diversité de services, d'approches et de prestataires.

Les divers prestataires de services ont tendance à vouloir toucher différents types de clientèle. Les trois rois catégories élémentaires de prestataires comprennent le secteur public, le secteur privé et la société civile. Bien que la prestation de SCR publics ait souvent joué un rôle important dans le développement, les SCR privées et ceux de la société civile (organisations non gouvernementales (ONG) et organisations des

producteurs agricoles) sont également des acteurs clés.

Les services de conseil rural du secteur **public** doivent jouer un rôle dans la coordination, la fourniture d'appui technique et l'assurance de la qualité au sein de systèmes pluralistes. Ils doivent s'assurer que les objectifs nationaux de développement tels que la réduction de la pauvreté sont atteints et fournir des services de type «biens publics». Ils ont l'avantage de proposer des conseils impartiaux et de s'occuper de questions liées à la gestion durable des ressources naturelles.

Les organisations de la société civile ont également un rôle important à jouer. Les organisations paysannes sont le type le plus stable de prestataire de services. Les organisations paysannes jouent un rôle spécifique. Elles jouent un rôle-clé dans le processus de transformation de l'agriculture tant au niveau de la demande que de l'offre des SCR. Elles sont bien placées pour identifier, faire la synthèse, formuler et exprimer clairement les besoins et proposer des solutions aux agriculteurs. D'autre part, en raison de leur proximité envers les clients et de leur flexibilité dans la prestation des services, les organisations de producteurs disposent d'atouts exceptionnels pour jouer elles-mêmes le rôle de prestataires de services. Toutefois, les organisations paysannes ont souvent de sérieux défis à relever en ce qui concerne la gouvernance, les résultats tant du côté de la demande que de l'offre et pour ce qui est de leur viabilité économique, environnementale et sociale.

Les services de conseil du secteur **privé** assistent souvent une clientèle restreinte, qui est essentiellement liée à des produits à forte valeur élevée et des producteurs relativement aisés. Les fournisseurs d'intrants fournissent de plus en plus et à toutes sortes de producteurs des informations relatives à de nouvelles variétés et méthodes de plantation. Bien qu'il y a peu de chances que les prestataires privés atteignent des



millions d'agriculteurs pauvres, particulièrement des femmes, ils jouent cependant un rôle important pour ce qui est de relier les producteurs aux marchés et d'accroître les revenus.

Pour que les SCR soient largement accessibles, le pluralisme institutionnel à travers divers prestataires de services doit être assorti à une diversité des flux financiers. Les investissements privés n'aborderont pas les besoins de tous les producteurs ruraux. Par conséquent, les investissements publics dans les SCR demeureront décisifs même lorsque les

services sont effectués par des fournisseurs non étatiques. Les services de conseils privés pourraient en fait mieux atteindre les agriculteurs pauvres que le secteur public grâce à l'amélioration des incitations telles que les subventions.

Le pluralisme dans les services de conseil fournit la possibilité de tirer parti des avantages comparatifs de divers types d'organisations – y compris le secteur public, les organisations de producteurs/productrices agricoles et les ONG ainsi que le secteur privé. L'astuce consiste cependant à coordonner



ner ces prestataires, à s'assurer que les secteurs vulnérables de la population rurale ne sont pas négligés et à éviter une répétition inutile des efforts. L'appui apporté par le financement public, l'appui technique et la coordination sont par conséquent nécessaires. Les gouvernements doivent se concentrer sur la satisfaction des besoins des groupes défavorisés, sur l'assurance de la qualité et sur la coordination des services de conseil.

3. Augmentation de la responsabilité vis à vis

des clients ruraux

Il y a une demande de plus en plus forte de services de conseil rural basés sur la demande des agriculteurs et déterminés par des agriculteurs. L'adoption d'une planification, d'un suivi et d'une évaluation de la base vers le haut a souvent lieu à travers les organisations de producteurs agricoles. Le défi ici réside dans la capacité limitée des organisations paysannes et leurs fédérations au plus haut niveau à planifier et assurer le suivi des SCR.



Par ailleurs, il faut aborder les différences ethniques, de genre et d'âge lorsque l'on se focalise sur la planification ascendante et sur les approches axées sur la demande et déterminées par les agriculteurs. Les décideurs politiques et les planificateurs doivent poser des questions difficiles sur les demandes des différents groupes à satisfaire. Les femmes jouent un important rôle dans les systèmes agro-alimentaires. Des groupes ethniques divers ont des liens particuliers et font face à des obstacles pour atteindre divers marchés. Beaucoup de jeunes perçoivent l'agriculture de manière négative et considèrent qu'elle n'est pas très intéressante financièrement. Le changement climatique a un impact sur les gens qui vivent dans les points chauds. Tous les groupes d'acteurs devraient avoir voix au chapitre dans les forums nationaux où les problèmes des zones rurales et des agriculteurs sont débattus.

Les organisations paysannes ne constituent pas le seul moyen de responsabiliser les SCR. La décentralisation, si elle est bien planifiée, peut accroître la responsabilité vis-à-vis des ruraux à travers le principe de subsidiarité – confier la responsabilité des activités au niveau le plus bas possible. La manière dont les SCR sont financés peut constituer un moyen de les responsabiliser pour la quantité et la qualité des services qu'ils fournissent. Lorsque le client paye



(peut-être grâce à un appui financier public), cela oblige les prestataires de services à adopter une approche axée sur le client pour assurer leur survie économique. Toutefois, les gouvernements locaux et d'autres acteurs ont besoin de la capacité de planifier, de gérer et de suivre de près de tels programmes. L'augmentation de la responsabilité vis-à-vis des ruraux doit aller de pair avec les investissements consacrés à la capacité des prestataires de services et des autorités locales et à l'assurance de la qualité en vue de faire fonctionner ces systèmes.

La responsabilité vis-à-vis des ruraux c'est également savoir si un programme,

une méthode ou une innovation organisationnelle marche réellement ou pas.

L'on ne sait jusqu'à présent pas grand chose sur l'efficacité des programmes et

approches de SCR. Les méthodes destinées à une évaluation claire, rigoureuse et participative de la programmation des SCR n'existent pas et cette lacune doit être comblée. Il faut également mener une recherche pour mieux comprendre les relations complexes et les responsabilités multiples qui existent entre les services de conseil, leurs clients et d'autres institutions partenaires telles que les autorités locales, les investisseurs privés, les chercheurs et les organisations paysannes. C'est l'occasion de rendre les SCR plus pertinents et plus efficaces pour les populations rurales et leurs objectifs.

4. Développement des ressources humaines

Les ressources humaines constituent un goulet d'étranglement majeur pour l'efficacité des SCR étant donné les nouveaux défis rencontrés dans le développement rural. En raison d'un manque d'intérêt pour l'agriculture et la stagnation de financement et la fuite de cerveaux qui l'accompagnent, l'enseignement agricole s'est pratiquement effondré dans certaines régions. Il existe différents niveaux de besoins en matière de développement des ressources humaines

pour les SCR: le niveau des agriculteurs, celui des vulgarisateurs et enfin celui de l'enseignement supérieur/institution de formation. Les fonctionnaires ont également besoin de compétences plus grandes en raison des efforts de décentralisation (voir la section précédente).

L'enseignement agricole et l'autonomisation des **agriculteurs** sont une composante importante pour ce qui est des efforts déployés en vue d'améliorer leur capacité à exiger et à utiliser les conseils. Les agriculteurs et d'autres acteurs des zones rurales ont besoin de compétences techniques et en gestion ainsi que la capacité à travailler en groupe, à utiliser efficacement les techniques d'information et de communication et à rechercher des marchés.

Les vulgarisateurs (que ce soient du secteur public, du secteur privé ou de la société civile) ont également besoin d'un renforcement de compétence. Des conseils efficaces ne consistent plus à fournir aux populations rurales des messages sur des paquets technologiques bien déterminés. En fait, nous passons des conseils techniques aux conseils comportant également des volets organisationnels, culturels et sociaux. Les agents de vulgarisation doivent par

conséquent donner les moyens aux clients de faire face aux incertitudes et à la variabilité, dont les changements climatiques et les tendances des marchés, au lieu de leur donner des leçons. Il faut pour cela mettre en place un meilleur équilibre entre les compétences techniques et fonctionnelles telles que la réflexion critique, la résolution des problèmes, le développement organisationnel et la facilitation. Il faut également améliorer les compétences des universités et autres établissements de formation qui préparent les diplômés du secteur agricole. Bien que des efforts soient consentis en vue d'investir dans la formation agricole, notamment au niveau de l'enseignement supérieur, il convient de revoir les programmes d'étude à tous les niveaux. Cela signifie également que l'éducation devrait aller au-delà de la formation et inclure une expérience pratique et un apprentissage continu. Par ailleurs, on devrait promouvoir la discipline à travers la professionnalisation et l'adhésion aux associations professionnelles. En un mot, le GFRAS demande que les mesures nécessaires soient prises pour promouvoir la vulgarisation comme étant une profession utile et encourager les agents de vulgarisation.

Il faut finalement actualiser les compétences parmi les **universités** et les universitaires qui forment ceux qui évoluent dans le secteur agricole. Des efforts sont déployés pour investir dans l'enseignement agricole particulière-



ment pour adapter les programmes au niveau tertiaire (par exemple, l'Université de Makerere en Ouganda). Cela devrait également aboutir à un développement plus important des ressources humaines à travers le système d'innovation agricole.

Une allocation budgétaire de l'état est nécessaire pour le développement des ressources humaines. Les projets élaborés pour les SCR doivent refléter cette crise en matière de ressources humaines et inclure des stratégies d'investissement concertées et durables pour les aborder. Si les projets sont menés à terme, c'est l'occasion de doter les conseillers et autres acteurs du développement rural des compétences appropriées pour faire face aux milieux changeants et complexes dans lesquels ils évoluent.

5. Assurer la durabilité: Au-delà des projets aux institutions

Des services de conseil rural durables nécessitent un engagement du gouvernement et des formes efficaces de financement. Les projets SCR ont montré que l'injection des ressources sous forme de projets peut permettre de mobiliser sur le court terme une prestation de service, mais la viabilité de ces projets est généralement faible. Des ressources supplémentaires temporaires pour des campagnes spécifiques

devraient être prévues pour faire face à des problèmes temporaires (tels que réagir face à la sécheresse). Cependant, beaucoup trop souvent, des investissements importants avec des impacts rapides ont réussi à détourner l'attention de la nécessité de renforcer les institutions qui mèneront les futurs programmes. La pression exercée pour trouver une solution aux crises de la sécurité alimentaire et faire face aux changements climatiques signifie que les SCR sont encore souvent considérés comme une composante temporaire de projets plus vastes qui abordent des thèmes divers. Pour éviter ce syndrome,



l'appui accordé aux projets doit être systématiquement contrebalancé par des approches institutionnelles en vue de réformer et de renforcer des systèmes SCR pluralistes.

Le paysage technologique en évolution y compris la progression de l'Internet et des téléphones cellulaires, a montré un potentiel d'amélioration important de l'accès aux informations sur les marchés, la météo, les options technologiques et a permis d'améliorer la communication et les relations entre les différents acteurs. Cela a souvent été considéré comme une nouvelle «panacée» pour assurer la pérennité des SCR en évitant les problèmes des lourdeurs bureaucratiques et les coûts récurrents élevés.

On a l'occasion ici de s'assurer que ces nouvelles méthodes sont intégrées dans les programmes de travail des institutions et organisations existantes. Les méthodes doivent être adaptées aux compétences en place et au contexte où elles seront utilisées. Comme déjà mentionné, l'appui apporté au projet doit être systématiquement contrebalancé par des approches institutionnelles pour réformer et renforcer des systèmes pluralistes.

Conclusions

Bien que nous ayons beaucoup appris des leçons du passé, il y a encore beaucoup à faire. Malgré les connaissances encore insuffisantes sur l'efficacité des diverses approches pour satisfaire les divers besoins, demandes et contraintes en matière de compétence, il est évident que les SCR sont une institution essentielle pour le développement rural. Nous pouvons mobiliser le potentiel des SCR en nous concentrant sur ces cinq domaines: approches les mieux adaptées, pluralisme, responsabilité envers les clients ruraux, développement des ressources humaines et durabilité, pour que les SCR puissent contribuer efficacement au développement rural et à la réduction de la pauvreté.

Pour en savoir plus

Assisi **Statement on Agricultural Advisory Services Worldwide** (<http://www.g-fras.org/resources/statements-on-ras/>)

Birner, R. et al. 2009. **From Best Practice to Best Fit: A Framework for Designing and Analyzing Agricultural Advisory Services Worldwide**. Washington, DC: **International Food Policy Research**

Institute. (<http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/rb04.pdf>).

*Christoplos, I. 2010. **Mobilisation du potentiel de vulgarisation rurale et agricole**. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et Forum Mondial pour le Conseil Rural. Rome: FAO.



Contacte:

Forum mondial pour le conseil rural
c/o Agridea
Eschikon 28
8315 Lindau, Suisse
Téléphone: +41 (0)52 354 97 64
Fax: +41 (0)52 354 97 97
info@g-fras.org
www.g-fras.org

Photos:

Page 1 et 8: (c) Agridea International
Page 3: (c) 2006 Freweni Gebre Mariam
Page 4: (c) 1997 Philippe Berry/ IFPRI